

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Sécurité

Fiche VRE.13

Documents et affichage

Code de la santé publique : article L3513-6
Code du travail : article L2262-5 Information et communication
Code du travail : article D4711-1 Documents et affichages obligatoires
Code du travail : articles R4227-34 à R4227-36 Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
Code du travail : articles R4227-37 à R4277-41 Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
Code du travail : articles R2262-1 à R2262-5 Convention collective applicable
Code du travail : article R3121-2 Travail effectif
Code du travail : article L3171-1 Horaires de travail et de repos
Code du travail : articles D3171-1 à D3171-7 Définition des horaires et affichages
Code du travail : articles R3172-1 à R3172-9 Contrôle sur la durée de travail et des repos
Code du travail : article D3141-6 Prise des congés
Code du travail : article D3141-28 Affichage de la caisse de congés payés dans le BTP
Code du travail : article L1152-4 Harcèlement moral
Code du travail : articles L1153-1 à L1153-6 Harcèlement sexuel
Code du travail : article L1142-6 Égalité entre les femmes et les hommes
Code du travail : articles R4121-1 à R4121-4 Document unique d'évaluation des risques
Code du travail : articles L2142-3 à L2142-7 Affichage et diffusion des communications syndicales
Code pénal : articles 222-32 et 222-33 Sanctions pénales du harcèlement sexuel
Code pénal : articles 222-33-2 à 222-33-2-2 Sanctions des personnes morales
Code pénal : articles 225-1 à 225-4 Discriminations : définition et sanctions pénales

Décret n° 2016-1417 du 20 octobre 2016 sur les obligations d'affichage et de transmission de documents à l'administration
Décret n° 2016-1418 du 20 octobre 2016 sur les obligations d'affichage et de transmission de documents à l'administration
Décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 sur l'interdiction devapoter dans certains lieux à usage collectif

1. Documents et affichages obligatoires

Quelle que soit la taille de l'entreprise, l'employeur doit obligatoirement afficher certaines informations dans des lieux facilement accessibles aux salariés, sous peine d'amende.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 26/08/2019

Certaines obligations en matière d'affichage (signalées par * dans le tableau) sont remplacées par une obligation d'information par tout moyen, offrant aux salariés des garanties équivalentes en termes de droit à l'information. Par exemple, une diffusion via le site intranet de l'entreprise.

Affichages ou diffusions obligatoires dans toutes les entreprises		
Type d'information	Contenu	Références du code du travail
Inspection du travail	Adresse, nom et téléphone de l'inspecteur du travail compétent Conditions de communication aux salariés mises en œuvre par l'employeur communiquées au préalable à l'agent de contrôle de l'inspection du travail*	D4711-1
Service d'accueil téléphonique	Téléphone numéro (XXXXXXXXXX) Demandes d'information et de conseil sur les discriminations et sur les conditions de saisine du Défenseur des droits	L1132-3-3
<u>Médecine du travail</u>	Adresse et numéro de téléphone du médecin du travail et des services de secours d'urgence (pompiers, SAMU, etc.)*	D4711-1
Consignes de sécurité, d'incendie et avertissement de zone de danger	Consignes incendie selon la norme NF EN ISO 7010 ** Noms des responsables du matériel de secours et des personnes chargées d'organiser l'évacuation en cas d'incendie.	R4227-34 à R4227-38
<u>Convention ou accord collectif du travail*</u>	Avis comportant l'intitulé des conventions et accords applicables dans l'établissement Référence de la convention collective dont relève l'établissement et des accords applicables (précisions sur les conditions de leur consultation sur le lieu de travail)	L2262-5, R2262-1 à R2262-3
Égalité professionnelle et salariale entre hommes et femmes	Articles L3221-1 à L3221-7 du code du travail*	R3221-2
Horaires collectifs de travail	Horaire de travail (début et fin) et durée du repos	L3171-1 , D3171-2 à D3171-3
Repos hebdomadaire	Jours et heures de repos collectifs (si le repos n'est pas donné le dimanche)	R3172-1 à R3172-9

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 26/08/2019

Affichages ou diffusions obligatoires dans toutes les entreprises

Type d'information	Contenu	Références du code du travail
Congés payés	Période de prise des congés (2 mois avant le début des congés) Ordre des départs en congés* Raison sociale et adresse de la caisse des congés payés à laquelle sont affiliés les employeurs d'artistes du spectacle et du bâtiment*	D3141-6, D3141-28
Harcèlement moral *	Texte de l'article 222-33-2 du code pénal	L1152-4
Harcèlement sexuel *	Texte de l'article 222-33 du code pénal (et devant les locaux, ou à la porte, où se fait l'embauche)	L1153-5
Lutte contre la discrimination à l'embauche	Texte des articles 225-1 à 225-4 du code pénal (et devant les locaux, ou à la porte, où se fait l'embauche)	L1142-6
Interdiction de fumer	Interdiction de fumer dans les locaux de l'entreprise	R3512-2 et du code de la santé publique
Interdiction de vapoter	Interdiction de vapoter dans les lieux de travail fermés ou couverts à usage collectif, sauf exceptions (lieux de travail accueillant du public, par exemple)	L3513-6 du code de la santé publique
Document unique d'évaluation des risques professionnels	Conditions d'accès et de consultation de l'inventaire des risques, qui contient les résultats de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (avec une mise à jour annuelle obligatoire du document unique)	R4121-1 à R4121-4
Panneaux syndicaux (selon conditions fixées par accord avec l'employeur)	Panneaux pour l'affichage des communications syndicales : - Pour chaque section syndicale de l'entreprise, - Pour les délégués du personnel (dans les entreprises à partir de 11 salariés), - Pour le comité d'entreprise (dans les entreprises à partir de 50 salariés).	L2142-3 et suivants
Travail temporaire	Communication d'informations nominatives contenues dans les relevés de contrat de mission à Pôle emploi et au Direccte Droits d'accès et de rectification exercés par les intéressés auprès de Pôle emploi et du Direccte	R1251-9

Source : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23106>

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 26/08/2019

3/9

1.2 Consigne incendie

La norme NF EN ISO 7010, version avril 2013, établit les principes de conception auxquels doivent répondre les consignes de sécurité-incendie (plans d'évacuation, pictogrammes, emplacement des extincteurs, par exemple), les signaux de sécurité à utiliser dans le cadre de la prévention des accidents, de la lutte contre l'incendie, de l'information sur les risques d'atteinte à la santé et de l'évacuation d'urgence, affichées dans les locaux et établissements professionnels.



1.3 Affichages obligatoires en fonction des effectifs de l'entreprise

Certaines informations peuvent dépendre du nombre de salariés de l'entreprise.

Affichages ou diffusions obligatoires en fonction des effectifs de l'entreprise			
Nombre de salariés	Type d'information	Contenu	Références du code du travail
À partir de 11 salariés	<u>Élections des membres de la délégation du personnel</u> (tous les 4 ans) *	Procédure d'organisation de l'élection des délégués du personnel au comité social de l'entreprise	L2311-1 et suivants
À partir de 20 salariés	<u>Règlement intérieur</u> *	Règles en matière d'hygiène, de sécurité, de sanctions, etc.	L1321-1 à L1321-4 et R1321-1
À partir de 50 salariés	<u>Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)*</u>	Noms des membres du CHSCT et l'emplacement de leur poste de travail	L4742-1 et R4613-8
À partir de 50 salariés	<u>Accord de participation</u>	Information sur l'existence d'un accord et de son contenu	D3323-12

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 26/08/2019

2. Règlement intérieur

Obligatoirement établi dans les entreprises de **20 salariés et plus**, le règlement intérieur fixe des règles dans deux domaines :

- L'hygiène et la sécurité ;
- La discipline et la défense des droits des salariés.

En matière disciplinaire, il contient nécessairement un certain nombre de clauses, lesquelles ne peuvent avoir un caractère discriminatoire ou porter atteinte aux libertés. En cas d'illégalité, l'inspecteur du travail peut intervenir.

Le règlement intérieur d'une entreprise doit être rédigé dans les 3 mois après l'ouverture de celle-ci, ou son passage au seuil des 20 salariés. Il doit être affiché à une place accessible dans les locaux.

Le règlement intérieur, obligatoirement écrit, fixe exclusivement :

- Les règles générales et permanentes relatives à la discipline (conditions de circulation dans ou en dehors de l'établissement, respect de l'horaire de travail...) et notamment, la nature et l'échelle des sanctions (observation, avertissement, mise à pied...) ;
- Les mesures d'application de la réglementation en matière de santé et de sécurité dans l'entreprise ou l'établissement, en fonction de la nature et des risques existants, des instructions précisant les conditions d'utilisation des équipements de travail, des équipements de protection et des substances et préparations dangereuses prévues à l'article L. 4122-1 du code du travail ;
- Les conditions dans lesquelles les salariés peuvent être appelés à participer, à la demande de l'employeur, au rétablissement de conditions de travail protectrices de la santé et de la sécurité des salariés, dès lors qu'elles apparaîtraient compromises ;
- L'employeur peut rappeler l'obligation de se présenter aux visites médicales et examens complémentaires prévus par la réglementation en vigueur.

Le règlement intérieur rappelle :

- Les dispositions relatives aux droits de la défense des salariés (procédure disciplinaire) définis aux articles L. 1332-1 à L. 1332-3 du code du travail ou par la convention collective applicable ;
- Les dispositions relatives aux harcèlements moral et sexuel prévues par le code du travail.

Ce règlement intérieur doit être :

- Déposé au greffe du conseil de prud'hommes ;
- Transmis à l'inspection du travail (en deux exemplaires).

Lors de l'élaboration ou de la modification du règlement intérieur, le CHSCT* ou les représentants du personnel doivent être consultés. Cet avis, avec le règlement intérieur est communiqué à l'inspecteur du travail. Le règlement intérieur prévoit toute une gamme de sanctions (pouvant aller jusqu'au licenciement) en cas de non-respect des règles énoncées.








**Au 1^{er} janvier 2020, les CHSCT n'existeront plus. Toutefois, leurs missions seront assurées par le Comité social et économique (CSE), et s'il en existe une au sein de l'entreprise, par la Commission santé sécurité et conditions de travail (CSSCT). Mise en place de manière obligatoire dans les entreprises de plus de 300 salariés ainsi que dans certaines entreprises particulièrement dangereuses, une CSSCT peut être instaurée, quel que soit l'effectif de l'entreprise, soit par accord d'entreprise, soit en l'absence de délégués syndicaux, d'un commun accord entre l'employeur et le CSE.*

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 26/08/2019

3. Signalisation

Voir également Ed 885 de l'INRS.

Signification des couleurs de sécurité			Panneaux devant être associés	
COULEUR	SIGNIFICATION ou but	INDICATIONS et précisions	Caractéristiques des panneaux	Exemples
Rouge	Signal d'interdiction.	Attitudes dangereuses.	forme ronde ; pictogramme noir sur fond blanc, bordure et bande (descendant de gauche à droite à 45° par rapport à l'horizontale) rouges (le rouge doit recouvrir au moins 35 p. 100 de la surface du panneau).	
	Danger-alarme.	Stop, arrêt, dispositifs de coupure d'urgence. Évacuation.		
	Matériel et équipement de lutte contre l'incendie.	Identification et localisation.	forme rectangulaire ou carrée ; — pictogramme blanc sur fond rouge (la couleur rouge doit recouvrir au moins 50 p. 100 de la surface du panneau).	
Jaune ou jaune-orangé	Signal d'avertissement.	Attention, précaution. Vérification.	forme triangulaire ; — pictogramme noir sur fond jaune, bordure noire (le jaune doit recouvrir au moins 50 p. 100 de la surface du panneau).	
	Signalisation de risque ou de danger		Les bandes jaunes et noires ou rouges et blanches doivent être inclinées d'environ 45° et avoir des dimensions à peu près égales entre elles.	
Bleu	Signal d'obligation.	Comportement ou action spécifique. — Obligation de porter un équipement individuel de sécurité.	forme ronde ; — pictogramme blanc sur fond bleu (le bleu doit recouvrir au moins 50 p. 100 de la surface du panneau).	
Vert	Signal de sauvetage ou de secours.	Portes, issues, voies, matériels, postes, locaux.	forme rectangulaire ou carrée ; — pictogramme blanc sur fond vert (le vert doit recouvrir au moins 50 p. 100 de la surface du panneau).	
	Situation de sécurité.	Retour à la normale.		

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 26/08/2019

4. Conservation obligatoire de documents

Tous les documents relatifs aux vérifications générales périodiques :

- Sont datés ;
- Mentionnent les noms des organismes chargés des contrôles ou des vérifications générales périodiques et le nom de la personne qui les réalise ;
- Sont conservés par l'entreprise (les 5 dernières années minimum et au moins les deux derniers contrôles ou vérifications).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 26/08/2019

Annexe 1 : Numéros d'urgence

➔ Numéro d'urgence (norme européenne) : 112

C'est le numéro d'urgence à utiliser lorsqu'on appelle depuis un téléphone mobile. Ce numéro est valable pour les cas relevant du 17 ou du 18. Si le 112 aboutit dans un service qui n'est pas concerné, l'opérateur vous transférera sur le service compétent. Ce numéro est également accessible depuis un poste fixe ou une cabine.

➔ Urgence médicale, SAMU : 15

- Détresses ;
- Grandes urgences médicales à domicile ;
- Blessés par accident ;
- Malaises dans un lieu public ;
- Accidents du travail.

➔ Urgence sécuritaire, police nationale ou gendarmerie nationale : 17

- Accidents de la route ;
- Troubles à l'ordre public ;
- Infractions pénales.

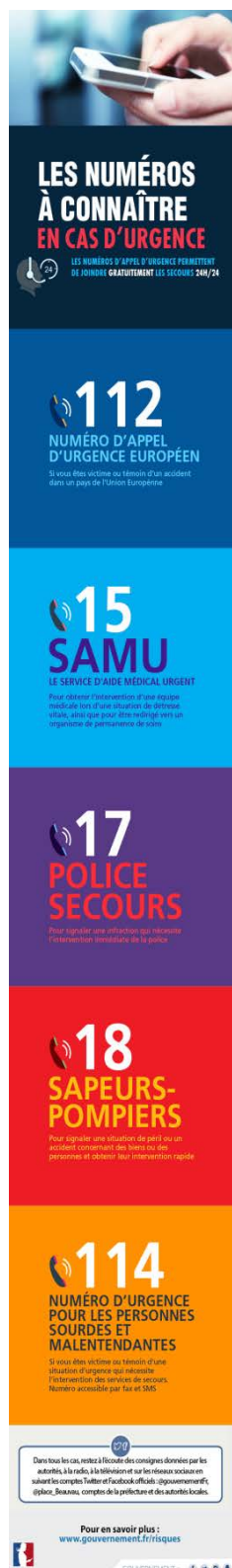
En cas d'urgence, appelez POLICE-SECOURS en composant le 17 (112 avec un portable). Une équipe de policiers ou de gendarmes sera aussitôt dépêchée sur les lieux. Dans les autres cas, composez le numéro de votre commissariat (ou de l'équipe de police de proximité de votre secteur) ou de votre brigade de gendarmerie.

➔ Urgence de secours aux personnes, sapeurs - pompiers : 18

- Incendies ;
- Accidents de la route ;
- Accidents domestiques ;
- Explosions, dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ;
- Personnes en péril, noyades, inondations.

➔ Urgence pour les personnes sourdes et malentendantes : 114

Si vous êtes victime ou témoin d'une situation d'urgence qui nécessite l'intervention des services de secours. Fax et SMS émis vers le « 114 » arrivent au centre relais national implanté au Centre hospitalier universitaire de Grenoble. Les professionnels sourds et entendants spécifiquement formés traitent ensuite ces messages et contactent les services d'urgence compétents (police / gendarmerie, SAMU, sapeurs-pompiers), si la situation nécessite leur intervention.



Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 26/08/2019

➡ Urgence secours en mer : 196

En composant le 196, l'appelant est directement mis en relation avec le centre opérationnel de surveillance et de sauvetage en mer (CROSS), seul organisme d'État compétent pour coordonner des moyens d'intervention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

J'appelle le **196** en tant que témoin ou victime :

- Lors d'une situation de détresse en mer ;
- Lors d'une situation d'urgence en mer ;
- En cas d'inquiétude pour toute personne se trouvant en mer et n'ayant pas donné de nouvelles ;
- Pour tout fait observé en mer qui semble anormal ;
- Etc.

Source : <https://www.gouvernement.fr/risques/connaitre-les-numeros-d-urgence>

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 26/08/2019